

Hebdomadaire d'informations générales et de publicité (5331, Av. Huileries, C / Gombe)  
**Pour être libre, l'homme n'a pas besoin de négocier mais de se libérer**

8 Internationale

90% : abstention record aux élections tronquées au Congo (Brazzaville)

## Sassou Nguesso doit nommer un nouveau Premier Ministre, Chef de gouvernement pour préserver la paix

pp. 8, 9, 11

Comment le Congo/Brazzaville en est arrivé là ? Comment ses conseillers ont-ils pu amener le Président congolais d'en arriver là ? Par amnésie ou par mauvaise analyse, non seulement du contexte international tant politique qu'économique avec la crise financière internationale et la récession mondiale mais aussi surtout par la méprise de la soif du Peuple Congolais du changement ? En imposant de briquer sa propre succession qui a mis le Congo/Brazzaville dans une situation d'impasse institutionnelle, les conseillers du Président sortant ont poussé leur « champion » dans une erreur politique irréversible.



*Le président Sassou Nguesso du Congo*

Idem, ses conseillers ont omis de rappeler à M. Sassou Nguesso le discours du 24 juillet 2008 de Barack Obama à Berlin expliquant « *ce qui a toujours fait avancer [les] peuples... c'est un ensemble d'idéaux qui parlent aux aspirations partagées par tous : qu'on peut vivre à l'abri de la peur et à l'abri du besoin ; qu'on peut dire ce qu'on pense, se réunir avec qui on veut et prier comme on l'entend. Ce sont ces aspirations qui ont réuni les destins de toutes les nations... Ces aspirations sont plus grandes que tout ce qui peut nous séparer. C'est à cause de ces aspirations que tous les hommes libres - partout - sont devenus citoyens. C'est à la poursuite de ces aspirations qu'une nouvelle génération - la nôtre - doit imprimer sa marque sur l'histoire. Peuple de Berlin - et peuples du monde - ce défi est immense. La route à venir est longue. Mais je viens devant vous pour vous dire que nous sommes les héritiers d'une lutte pour la liberté. Nous sommes les enfants d'un espoir improbable. Construisons sur notre histoire commune, saisissons notre destin commun et, une fois encore, engageons-nous dans cette noble lutte pour amener la justice et la paix dans notre monde.* » Les Congolais (Brazzaville) ont pris date avec cet engagement profond qui fonde la République et l'Etat.

Comment les conseillers de M. Sassou Nguesso en sont arrivés, avalisant un coup d'Etat constitutionnel sans tenir compte du dernier discours du N°1 américain devant les représentants du Peuple au Ghana mettant l'accent sur la démocratie et la bonne gouvernance afin que l'Afrique devienne un partenaire sur lequel l'Europe et les USA doivent compter pour trouver des solutions à la récession mondiale et à la crise financière internationale, ont contribué au désastre ?

C'est dans ce contexte que se situe M. Modeste Boukadia, le leader national, l'enfant de Kibossi, en proposant comme solution à la crise au niveau de notre sous-région la création des Etats-Unis de l'Afrique Centrale pour engager des grands travaux inter-états. Un projet qui a trouvé un écho favorable au niveau de l'Union européenne, aux Etats-Unis d'Amérique et dans bon nombre de pays africains dont la RDC qui compte beaucoup d'associations sur ce thème novateur. Voilà le véritable socle qui manquait à l'Union Africaine pour se construire sur de bases solides.

Les temps sont durs pour ceux qui ne comprennent pas que le Mur de Berlin est bien tombé. De même, la guerre froide est un cauchemar du passé ! A une certaine époque révolue, un président africain, affilié au Pacte de Varsovie, pouvait se faire proclamé élu à plus de 99% avec un taux d'abstention record de 90%. C'est le taux confirmé par les enquêtes menées sur le terrain par la Direction Générale de la Surveillance du Territoire (DGST) et la Direction Centrale des Renseignements Militaires (DCRM) du Congo/Brazzaville à la suite de l'élection présidentielle du 12 juillet dernier. En d'autres termes, il n'y a eu que 10% de taux de participation. De sources sûres indiquent que le ministre de l'Administration du Territoire chargé des élections, M. Raymond MBOULOU a déposé sa démission ; pour cause n'ayant pas participé à l'élaboration des faux résultats qui lui ont été imposés pour proclamer la victoire du président sortant.

Pour s'en convaincre, à ce jour, aucun Etat digne de ce nom, de l'Afrique (sauf le Togo et allez-y comprendre pourquoi) aux USA en passant par l'Europe – la France comprise où d'ailleurs le président sortant Sassou Nguesso est appelé *Président mal réélu* - ne l'a reconnu ni félicité ! Dans ces conditions, quel avenir pour le Congo/Brazzaville après ce taux record d'abstention de 90%, après la mascarade électorale qui cette fois-ci est dénoncée de partout dans les médias internationaux, dont le dernier en date est le grand quotidien français *Libération* dans sa livraison du 18/07 avec un titre éloquent « *Ces Français à la botte électorale de Sassou : députés et avocats cautionnent le vote contesté* » ([www.liberation.fr](http://www.liberation.fr)) ?

Compte-tenu du fort taux d'abstention, M. Sassou Nguesso devrait, pour sa survie politique, nommer un Premier Ministre, Chef de gouvernement afin de préserver l'acquis de la paix ; ce qui pourrait permettre au mieux de reprendre le processus électoral et éviter ainsi le risque d'un isolement certain de la communauté internationale notamment de l'Union Européenne qui forcément serait suivie par les partenaires de cette dernière c'est-à-dire les Etats-Unis d'Amérique. Plusieurs exemples plaident dans cette voie salutaire pour notre pays voisin.

Dans le passé, sous la pression internationale, la Serbie a vu « l'élection présidentielle du 8 décembre 2002 invalidée plusieurs fois faute d'une participation suffisante. *En dépit des nombreux appels au vote lancés de toute part durant la campagne électorale, seuls 43,88% des électeurs serbes se sont rendus aux urnes dimanche 8 décembre pour élire le nouveau Président de la République serbe, soit 6,12% de moins que le minimum nécessaire requis. Nombreux sont les électeurs qui se sont abstenus pour exprimer à la fois leur mécontentement face aux candidats en présence et leur lassitude envers leurs incessantes querelles de pouvoir* » (Fondation Robert Schuman, observatoire des Elections en Europe in [www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)). Ce fut aussi le cas au Nigéria lors des élections du 28 mars 2008 où l'invalidation de l'élection présidentielle avait été demandée : « *selon les observateurs locaux et internationaux, les élections ont été entachées de graves irrégularités : rejet (non attribution de document tel le certificat de moralité fiscale refusé au candidat Modeste Boukadia, l'enfant de Kibossi) et arrestation arbitraires de candidats, fraude à la carte d'électeur, mauvaise logistique, opacité du dépouillement* » (BAD/OCDE 2008, Perspectives économique en Afrique).

Ces deux cas, l'un en Europe et l'autre sur notre continent confirment que l'élection présidentielle au Congo (Brazzaville) devrait être invalidée pour aller à une élection digne, libre et

transparente pour donner une chance aux Congolais d'aller voter massivement leur nouveau Président. Une invalidation serait la meilleure voie pour le président sortant qui pourrait alors sortir cette fois-ci par la grande porte comme le lui avait proposé l'enfant de Kibossi ; finalement grand vainqueur de ces élections tronquées par le pouvoir sortant de Brazzaville. Ce serait une avancée pour l'Afrique et surtout pour le Congo/Brazzaville dont on attend ses avancées en démocratie pour constituer le couple RDC/RC pour lancer la politique du marché intérieur avec les Etats-Unis de l'Afrique Centrale.

Voilà pourquoi nous pensons que M. Sassou Nguesso n'a pas d'autre choix que de cohabiter avec un vrai Premier Ministre, Chef de gouvernement. Mais le peut-il vraiment puisqu'il n'est plus légitimé ? C'est là que doit intervenir le génie, le bon sens et le consensus politique car vu le taux exorbitant de l'abstention, il n'y a pas d'autre choix, d'autre voie ou d'autre issue.

En effet, il faut toujours savoir que l'abstention électorale massive doit toujours être interprétée comme un phénomène de rejet massif par l'électorat des candidats qui sollicitent effectivement par leur présence le suffrage des électeurs. Là est le risque de tout candidat qui maintient sa candidature contre vents et marées alors qu'il sait pertinemment le mécontentement grandissant et généralisé dans le pays contre toute la classe politique déconnectée des réalités mais qui ne pense qu'à survivre et à maintenir ses prérogatives. C'est triste, mais c'est ainsi car cela relève de l'indigence micro économique !

Avec un taux de participation dont le pouvoir sortant admet qu'il est au mieux de 15% alors que tous les observateurs impartiaux le situent autour des 8% voire plus près des 6%, il est de bonne guerre que la classe politique ainsi fustigée double le taux de participation pour limiter le cuisant et cinglant rejet que lui a signifié le Peuple en s'abstenant et en se désintéressant des candidats admis et choisis effectivement d'abord par le candidat principal contre rétribution ; et quant à ceux qui affirment un taux de 63%, le noyau de vérité est dans la virgule à replacer. Cette vérité est celle provenant du sein de certains partis ayant soutenu le Président sortant qui affirment que celui-ci n'obtient que 15% des suffrages exprimés soit 1,5% du corps électoral. Dont acte, le candidat Sassou Nguesso n'est pas réélu. Un second tour s'impose évidemment.

Pour Modeste Boukadia, le président du Cercle des Démocrates et Républicains du Congo-Brazzaville (C.D.R.C.), l'enfant de Kibossi, qui avait appelé tout au long de ses rencontres avec le Peuple Congolais profond à l'abstention si les conditions d'une élection optimale n'étaient pas réunies, pense qu'il est « inutile de polémiquer sur le taux de participation. Chacun sait pertinemment qu'il est bas, que ce soit à 15, à 8 voire 6,3% ; l'échec le plus cuisant et le plus navrant n'est même pas pour le président si bien non réélu, pour lequel je souhaitais vraiment au plus profond de moi par sympathie et courtoisie, une sortie prestigieuse par la grande porte, et qui devient par ce fait, la risée du continent voire du monde entier. C'est surtout pour l'opposition institutionnalisée qui, en participant à la mascarade de démocratie moyennant la rétribution du candidat principal, s'est ainsi complètement déjugée par son suivisme intéressé. Je sais bien qu'il faut survivre - et je le comprends - mais à ce point du débat national, c'est de l'égoïsme aveugle à court terme, privilégiant les intérêts personnels contre ceux de la Nation ! »

Que le pouvoir sortant du Congo/Brazzaville ne fasse pas le coup de l'incivisme généralisé comme cela se fait dans les pays dits démocratiques quant le taux d'abstention à un scrutin est fort, voire très fort. L'abstention a toujours une signification politique profonde que le pouvoir minimise en faisant l'autruche. Quand un scrutin est à 10% de participation, cela ne veut pas dire que 90% des gens majeurs sont inciviques, adolescents, incivilisés, incapables, mésintelligents et mentalement indigents. Le dire, ce n'est même pas insulter la Nation, c'est s'insulter soi-même par un effet de miroir. Cela relève de la mentalité enfantine du gamin pris la main dans le sac et qui ne sait quoi dire.



**Modeste Boukadia**

Le Peuple congolais (Brazzaville), dans sa grande sagesse qu'il détient des Anciens, a su discriminer avec perspicacité que tous les candidats adoubés par le candidat sortant, dont lui-même en tête d'affiche, poussé à l'évidence contre son gré par son entourage aux dents longues qui rayent les planchers, ne leur convenaient pas, sachant par avance que rien de novateur ne sortirait de leur action future parce que trop impliqués dans les schémas classiques qui ont conduits là où le Congo/Brazzaville en est à l'écart de la communauté des hommes quant au bien-être du Peuple !

On constate finalement que ce scrutin présidentiel est un non événement qui cependant est lourd d'implications. L'échec le plus patent pour le Président réside dans ce collapsus de l'opposition organisé par le pouvoir lui-même et qui se retourne contre lui parce qu'en démocratie on ne peut acheter les candidats pour qu'ils soudoient les cœurs et les consciences afin d'obtenir une participation convenable, ce que leur

reproche aujourd'hui le Président non réélu qui leur redemande le remboursement. C'est cocasse mais c'est ainsi ; c'est toujours tentant de recevoir et de conserver tout pour soi.

Quant à Modeste Boukadia, l'enfant de Kibossi, avec la sincérité qui caractérise toujours ses propos, il a su gagner les cœurs de ses compatriotes ce qui lui a valu d'être le digne remplaçant du vieux leader Bernard Kolélas dans la région du Pool. Ce fut aussi cela l'enjeu de cette élection. La région du Pool est une région-clé pour accéder à la porte du pouvoir. Dans ce contexte, on peut imaginer que la décision de ne pas déposer son dossier de candidature ne fut pas très facile à prendre car il avait toujours cru jusqu'au dernier moment que le Président sortant irait dans le sens d'un gouvernement de transition de six mois, peut-être un peu plus à la rigueur neuf mois pour accoucher de quelque chose d'essentiel, dont le rôle fondamental était le recensement généralisé et l'établissement des listes électorales et l'enrôlement des électeurs au moyen des méthodes modernes dont la communauté internationale dispose ; recensement indispensable d'un point de vue économique et social pour la mise sur les rails du nouveau dispositif de répartition et de construction du marché intérieur congolais (Brazzaville) à la fois productif et consommateur pour tous les concitoyens de son pays.

D'après ce que nous savons, sa décision d'ailleurs lui fut facilitée par le Président sortant qui, par l'intermédiaire de son ministre de l'Economie, via ses services fiscaux, lui fit refuser le certificat de moralité fiscale au motif qu'il ne payait pas d'impôt au fisc congolais (Brazzaville). L'enfant de Kibossi réfute cette raison : *« c'est un motif irrecevable parce que, d'une part, la Constitution du 20 Janvier 2002 de notre pays ne prévoit pas cette disposition pour les citoyens congolais disposant comme moi d'un statut de diplomate, et d'autre part, que pour d'autres candidats relevant comme moi de la diaspora congolaise payant ses impôts aux fiscs des pays dont ils relèvent, il a été normalement accordé ce certificat de moralité fiscale. Donc, deux poids deux mesures s'expliquant par l'inquiétude que mon discours novateur suscitait au sein du pouvoir. Dont acte de cette inquiétude que je comprends bien sans pour cela bien entendu la condamner. Il est vrai que mon dilemme était alors de surmonter ce sentiment d'abandon de poste vis-à-vis du Peuple du Congo/Brazzaville par les espoirs novateurs que j'avais suscités et qui se trouvaient ainsi contrecarrés par le pouvoir en place. Mais, puisque celui-ci croyait dur comme fer à une participation massive du Peuple, c'est finalement le Peuple qui me donnait raison par son abstention historique positive. Le pouvoir sortant, comme l'opposition aux ordres, se voient désavouées par son désintérêt, ce qui permet de me considérer comme adoubé par la Peuple avec plus de 90% des suffrages devenant ainsi le leader national incontesté »* a expliqué le nouveau

leader national du Congo/Brazzaville, Modeste Boukadia, à des journalistes au cours d'un déjeuner de travail.

Quelqu'un peut-il lui dénier ce droit ? Il est à craindre que non car ajoute l'enfant de Kibossi « *je lui dis, droit dans les yeux, chiche, organisons un scrutin présidentiel une fois le recensement et les listes électorales refaites avec l'aide internationale, et nous verrons. D'ailleurs, je sais que le Président sortant regrette en privé de n'avoir pas donné suite à ma proposition de gouvernement de transition pour l'organisation d'un tel scrutin ; mais il n'est pas trop tard ; les grands hommes ont toujours été ceux qui reconnaissent leurs erreurs !* »

Mais, comme le qualificatif l'indique, un gouvernement de transition ne saurait être d'une durée de trois ans comme le souhaite, d'après nos informations, le Président non réélu voire insuffisamment réélu sinon il s'agirait d'un gouvernement fantoche ayant pour vocation d'assumer les affaires courantes aux ordres d'un Président qui décide de tout sans en référer, discréditant ainsi les participants. Ce serait inadmissible, malsain pour la démocratie, pour les nouveaux adoubés voire les anciens en provoquant un amalgame et en faisant retomber les responsabilités sur les nouveaux entrés.

Comme son nom l'indique, un gouvernement de transition assure la transition entre un ancien président, roi ou empereur, et un nouveau, en laissant le temps normal de six voire neuf mois pour organiser le scrutin dans la transparence en élisant le nouveau chef d'orchestre qui doit gérer les oppositions contraires dans le respect des lois de la démocratie pour le bien de tous.

Pour le leader national Modeste Boukadia, les raisons fondamentales qui ont poussé M. Sassou Nguesso à refusé le recensement se trouvent dans la tragédie que le Congo/Brazzaville a traversé depuis le coup d'Etat du 5 juin 1997 jusqu'aux guerres de 1998 qui se sont prolongées. Il explique : « *Et maintenant, allons au fond des choses, et que les choses soient dites une bonne fois pour toutes ; pour quelle raison le Président sortant a-t-il commis cette « erreur » de ne pas vouloir faire de recensement et de révision des listes électorales ? C'est un secret de polichinelle qui tôt ou tard se dévoilera car il est inscrit de façon indélébile dans notre démographie congolaise du fait de l'existence d'un trou noir dans les classes d'âge des 30-40 ans résultant de la guerre faite contre les civils. Soyons réalistes et clairs, cela se saura tôt ou tard ; c'est pour cela que j'ai toujours assuré qu'il n'y aura pas de « chasse aux sorcières » qui susciterait alors un apartheid façon africaine en entretenant la haine de génération en génération : il nous faut tous sortir de ce cercle très vicieux en faisant attention à ne pas y retomber de façon enfantine.* »

A la question posée par un de nos confrères sur l'importance de ce trou noir dans les classes d'âges ? Il répond sans ambages : « *Il est très important. Mon estimation, à partir de recoupements faits au travers des divers recensements antérieurs et du rapport post-conflit de 1998, est de l'ordre de trois quarts de million, ce qui est considérable pour un petit pays comme le nôtre. On peut certes cacher la vérité voire la retarder, mais cela se saura un jour quand les historiens étudieront l'évolution de notre démographie. Aussi, quelle que soit la vérité, le Président non réélu doit garder toute sa sérénité ; je le redis, je le confirme solennellement, il n'y aura pas de chasse aux sorcières ni d'apartheid pour les raisons que j'ai évoquées plus haut. Si je me suis trompé, le Président n'a rien à craindre ; et je saurais le reconnaître ; et dans le cas contraire, c'est une affaire congolaise à gérer dans les conditions que je viens d'énoncer car notre pays est souverain, ce qui n'empêchera pas l'indemnisation de toutes les victimes d'exaction.* »

Dans ces conditions, la position du Président non réélu deviendrait intenable et relèverait alors d'une fixation s'il s'avérait qu'il poursuive à s'opposer au recensement et à cette révision des listes électorales en faisant appel aux organismes internationaux parfaitement fiables en ces domaines. En ce cas, vu le nombre et la qualité des gens qui demandent ces travaux en préalable à toute action politique, un référendum sur cette question serait possible ; est-ce possible sans retomber sur la question préalable du recensement et des listes électorales, ce qui serait alors un

cercle parfait pour se retrouver ainsi au point de départ. Il ne reste plus qu'à croire à la raison présidentielle !

En tout cas, pour le leader national Modeste Boukadia, l'enfant de Kibossi, sa position est très claire après ce blanc seing en rond-de-bosse que lui donne l'abstention massive du Peuple Congolais (Brazzaville) exprimant son rejet et son manque de confiance dans la classe politique traditionnelle de quelque bord que ce soit. Pour lui, le temps est venu pour que le Congo/Brazzaville regarde devant et aille de l'avant. Le Peuple dans toute sa diversité a donné raison à qui de droit. Après cette mascarade d'élections ni libres ni transparentes, il est temps que la classe politique, le pouvoir déchu par le Peuple et l'opposition institutionnalisée désavouée par le Peuple impatient de voir se mettre en place une AUTRE POLITIQUE, s'élève au-dessus pour s'atteler à l'essentiel : engager le Congo/Brazzaville vers les réformes indispensables dont le pays a besoin pour régler l'ensemble des problèmes sociaux et économiques qui se posent à tous les concitoyens du pays frère de la RDC.

Au regard de l'ampleur du taux d'abstention qui avoisine les 90%, la nécessité d'un gouvernement de transition présidentielle de 6 à 9 mois est plus que d'actualité. Il est même vivement recommandée avec à sa tête un réel Premier Ministre, chef de Gouvernement. Il aura la responsabilité de faire réaliser un recensement, une révision des listes électorales et l'enrôlement des électeurs en confiant ce travail spécial aux organismes internationaux parfaitement rôdés et expérimentés pour ce genre d'activité. Il est impératif pour le Congo/Brazzaville de connaître exactement sa démographie pour les besoins, comme le souligne Modeste Boukadia, de la masse monétaire à mettre en circulation pour que l'Etat du Congo/Brazzaville fonctionne de manière normale et optimale. La pauvreté des Congolaises et des Congolais appelle à cette dynamique pour que l'Etat du Congo (Brazzaville) soit à la hauteur des tâches qui s'imposent à lui. Par ailleurs, par respect du Peuple, il ne serait pas judicieux d'envisager un gouvernement fantoche de trois ans dirigé *in fine* par un Président si bien non réélu d'autant plus qu'il suffit de consulter l'état civil de Nantes où sont rassemblés les actes de naissance de ceux qui sont nés français, territoire du Moyen-Congo, pour s'en convaincre !

En définitive que faire dans la situation actuelle d'un pays n'ayant plus de Président puisque le Président sortant est devenu un simple ancien candidat comme les autres, qu'il n'est pas réélu au premier tour, qu'il existe une abstention historique massive désavouant tous les candidats dont ceux de l'opposition, et qu'il n'a pas été prévu de second tour comme la Constitution le prévoit ? Aux termes des Constitutions du Congo/Brazzaville, dont celle de 1992 toujours valide de droit, c'est le Président du Sénat qui assure l'intérim de la Présidence et à la Cour Constitutionnelle de juger sereinement, sans pression, en son âme et conscience, de la validité ou non de ces élections, sachant que les Forces Armées ont la mission de garantir la liberté d'expression de la Cour Constitutionnelle.

Pour l'enfant de Kibossi, le leader national, il estime « *Je crois que la position la plus sage pour nous tous est d'invalider cette élection au motif d'insuffisance notoire de participation et de laisser décider le Président par intérim, en l'occurrence le Président actuel du Sénat, de la nomination immédiate d'un gouvernement de transition présidentielle dont la mission essentielle est de faire établir le recensement, dans les conditions précitées, pour obtenir des listes électorales fiables afin d'accoucher d'un vrai Président dans neuf mois au terme d'une nouvelle élection présidentielle enfin digne du nom !*

*Il est quand même étonnant que ce soit des partis ayant soutenu le candidat Sassou qui fassent état que celui-ci n'a pas obtenu la majorité absolue au premier tour en n'ayant que 15% des votants, et que, dans ces conditions, l'opposition institutionnalisée n'en fasse même pas état pour exiger l'invalidation de l'élection présidentielle voire un second tour à la rigueur ; c'est très curieux, et l'on peut se poser nombre de questions sur une certaine connivence ; faut-il comprendre que la demande de remboursement des avances consenties à certains*

*candidats issus de l'opposition a pour but de neutraliser celle-ci quant à demander un second tour voire soutenir une invalidation par la Cour Constitutionnelle au motif de cette abstention massive ? C'est d'autant plus crédible que les services spéciaux de l'Etat, malgré tout bien placés pour observer l'ampleur du phénomène, situent le véritable taux de participation autour de 10% !*

*Je laisse méditer le candidat non réélu sur cette pensée du Président Obama, que vous avez relevé dans votre dernière livraison, dont tout candidat à une présidence en Afrique doit tenir compte pour aborder la modernité : « Le monde actuel a besoin d'autres mentalités que celles héritées de la guerre froide ; l'homme véritablement fort est celui qui accepte les compromis et non pas celui qui est obtus dans ses pensées et ses raisonnements d'une époque révolue » ; à bon entendeur salut profond comme la sagesse et la morale naturelle le commande pour en faire bon usage et savoir comment s'y prendre ; mais sommes-nous encore dans ces conditions à partir du moment où aucun candidat n'a obtenu de majorité absolue des votants au premier tour et puisqu'il n'y a pas de second tour ? Tout se trouve ainsi invalidé par ces faits et seul le Président par intérim peut décider de la procédure ! »*

Pour conclure dans ces élections présidentielles du 12 juillet dernier au Congo/Brazzaville, il est à noter qu'une ère nouvelle s'est levée dès le 31 mai 2009 quand la foule immense composée de Congolaises et de Congolais venus de toutes parts du Congo/Brazzaville s'est dirigée vers l'Hôtel de Brazzaville (Mairie Centrale) où devait se tenir une conférence pour lancer la campagne présidentielle de l'enfant de Kibossi, et que les sbires aux ordres du pouvoir en place ont sciemment occupé la salle jusqu'à 16 heures alors qu'ils devaient la libérer à midi, alors que les forces de l'ordre étaient sur place avec armes et gilets pare-balle. Il ne fallait pas être grand clerc pour y voir une provocation du pouvoir au motif fallacieux de sécurité afin d'instaurer un couvre-feu qui aurait fait suite à des affrontements des plus sanglants par des forces prêtes à en découdre contre les civils si le Président du C.D.R.C. n'avait donné l'ordre de dispersion dans le calme et la sérénité. Ainsi, la politique du roseau fut encore la plus forte ; il plie, mais ne rompt pas. En définitive, la présence massive à l'appel du candidat indépendant est en soi l'élément historique fondamental à retenir, et non le fait que le meeting fut tronqué. Aussi, le sens de l'histoire prescrit à M. Sassou Nguesso ou au Président du Sénat de donner au Congo/Brazzaville des Institutions transitoires fiables dirigées par un homme de conviction qui le protégera de tout !

**Grand Débat**